

Pétition

Quarante maires charentais signent contre le mariage homo

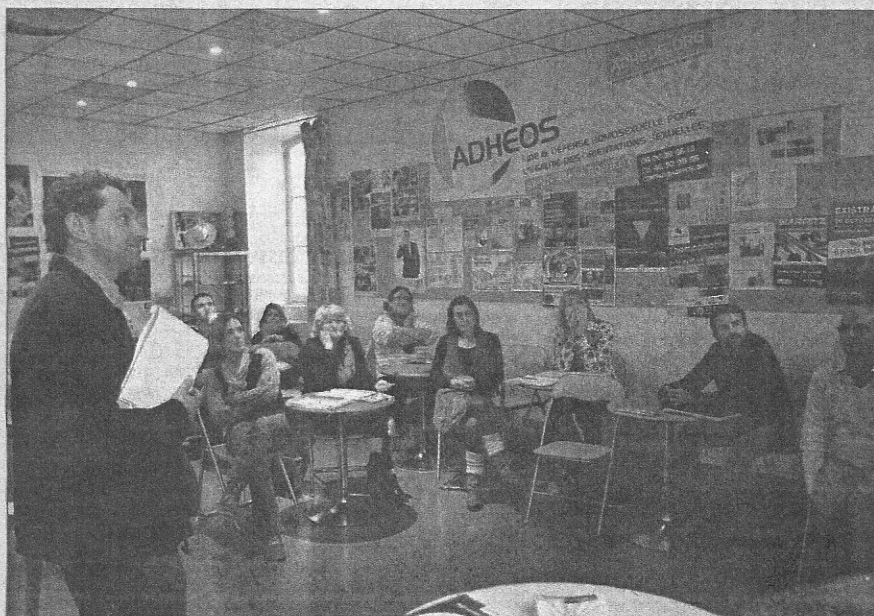
Quarante maires sur 404 : 10% des premiers magistrats charentais ont signé la pétition du Collectif des maires pour l'enfance, un groupe d'élus opposés au projet de loi sur le mariage homosexuel. Parmi eux, manque tout de même quelques-uns qui se sont prononcés contre ce projet dans les colonnes de *CL* : Henri de Richemont par exemple. Parmi les signataires, on retrouve le conseiller général et maire de Baignes-Sainte-Radegonde, Pierre Jaulin. «Le mariage homosexuel en tant que tel ne me pose aucun problème. Le problème, c'est que l'on ne nous dit pas tout. Derrière ce mariage, il y a l'adoption.» L'adoption, les enfants, c'est l'argument le plus fréquemment avancé par les élus opposés au mariage pour tous. «Moi, ça me dérange. J'imagine un gamin

dans une cour d'école. Vu comment les enfants sont ingrats entre eux, ça peut être traumatisant. Je pense qu'il n'y a pas besoin d'en rajouter», dit le maire de Baignes qui a signé la pétition sur internet. Son voisin sur les bancs de l'opposition au conseil général, Jean-Michel Bolvin, a lui aussi signé l'appel. Il précise, prudent : «Je respecte complètement la sexualité de chacun. L'homosexualité, c'est un choix de vie et de sexualité. Ça ne me traumatise pas du tout.» Au-delà de l'adoption, ce qui le chagrine le plus, ce sont les dérives vers la procréation pour autrui. «Avec un risque de commerce de l'enfant», dénonce-t-il. Comme ses collègues, il craint des traumatismes pour l'enfant dus au regard des autres. «Je trouve que c'est d'un égoïsme forcené. Que c'est ne pas penser

aux repercussions sur un enfant pour assouvir un plaisir personnel.» Liste des 40 maires ayant signé la pétition du Collectif des maires pour l'enfance, contre le projet de loi sur le mariage homosexuel. Daniel Boyer (Châteaubernard); André Bernier (Mosnac); Jacques Deslias (Bouteville); Claude Guillot (Vibrac); Michel Desaft (Verrières); François Dihe (Saint-Fort-sur-le-Né); Robert Guilloton (Salles-d'Angles); Yves Clément (Oradour-d'Aigre); Yvette Clergeau (Charmé); Serge Devige (Montigné); Jean-Michel Bolvin (Saint-Amant-de-Montmoreau); Jean-Marc Lacombe (Julienne); Pascal Borde (Brie-sous-Chalais); Daniel Dumas (Orival); Denis Giorgessi (Rioux-Martin); Paul Fort (Fontenille); Michel Gall (Paizay-Naudouin-Embourie); René

Gallais (Brettes); Marie-Josèphe Maillochaud (La Chèverrie); Jacky Papot (Longré); Claude Perot (La Magdeleine); Jean Damerose (Cellefrouin); José Docima (La Tâche); Jacques Dupit (Suris); Dominique Lefoulon (Lachaise); Serge Tapon (Lagarde-sur-le-Né); Roland Boiraud (Roussines); Jean-Pierre Compain (Massignac); Alain Compin (Vitrac-Saint-Vincent); Olivier Gaillard (Le Lindois); Pierre-Henri Auxire (Rougnac); Alain Bajule (Gardes-Le-Pontaroux); Patrice Petit (Édon); Pierre Jaulin (Baignes-Sainte-Radegonde); Stéphane Béguerie (Bonnes); André Frichteau (Vindelle); Christian Gohin (Sainte-Souligne); Pierre Tessonneau (Boisbretreau); Daniel Legendre (Pleuville); Jean-Claude Brun (Saint-Même-les-Carrières).

■ Basée à Saintes, l'association Adheos est en train d'impulser la création du Collectif Ni+ Ni- à Angoulême pour défendre le mariage gay et l'égalité des droits ■ Dans une ambiance de pré-campagne.



Fondée il y a sept ans à Saintes, Adheos est la plus grosse association de la façade ouest et forme notamment les professionnels à la lutte contre l'homophobie. Photo Majid Bouzzit



Extrait de «La rédaction de cinquième du petit Christian», du dessinateur angevin Fabrice Neaud, publié dans un hors-série du «Monde» en réponse aux propos homophobes de l'ancien député UMP Christian Vanneste. Repro CL

Les homos montent au créneau

Céline AUCHER
c.aucher@charentelibre.fr

Derrière l'abbaye aux Dames à Saintes, au siège de l'association Adheos (1), le drapeau arc-en-ciel flotte au vent. Comme l'étendard brandi au-devant d'une actualité chargée, entre Journée mondiale contre le sida et mariage pour tous. Un mercredi après-midi au centre gay et lesbien de Charente-Maritime. Ce sera bientôt à Angoulême. Car Adheos est en train d'impulser le même mouvement en Charente. Lundi prochain à 18 heures, c'est à l'Espace Louis-Aragon à Angoulême que le Collectif Ni+ Ni- appelle les Charentais qui défendent le mariage pour tous et l'égalité des droits à se rassembler pour une première réunion publique. Un Collectif de vigilance lesbien gay, bi, trans hétéro qui entend rayonner en Charente, Charente-Maritime, Vienne, Vendée et Deux-Sèvres et qui participera à la marche mi-

litante en faveur du mariage gay à Bordeaux ce samedi (2). À l'origine de la mobilisation, l'artiste angevin Gérard Chauvin, le correspondant des Amis du Monde diplomatique 16 Patrick Bouthinon et le président d'Adheos Frédéric Hay. C'est la manifestation organisée par Alliance Vita contre le mariage gay le 23 octobre à Angoulême qui a donné le coup d'envoi du collectif. «J'étais seul face à 60 personnes très gentilles, mais dont les arguments archaïques font remonter de vieux démons, dit Gérard Chauvin. Face à eux, on doit montrer qu'on existe.»

Angoulême a le pompon du conservatisme dans la région

Angoulême a-t-elle le pompon du conservatisme dans la région? C'est Frédéric Hay qui le dit : «Les conservateurs de tous poils, comme les catholiques intégristes mobilisés contre l'IVG ou l'euthanasie, sont peu nombreux mais

très bien organisés. Le parachutage politique de Vincent You, ancien directeur de cabinet de Christine Boutin opposée au Pacs, a été pour nous lourd de sens.» Sur Facebook, la campagne est en tout cas déjà lancée. Par le Collectif Ni+ Ni- qui a créé son groupe, mais aussi par l'un de ses membres très actifs, le dessinateur et militant angevin Fabrice Neaud, qui interviendra d'ailleurs lundi soir. À Saintes, le combat a été amorcé il y a sept ans par Frédéric Hay. Avec succès. «On est aujourd'hui la plus grosse structure gay et lesbienne de la façade ouest, avance ce conseiller bancaire, délégué syndical SUD. Notre zone d'influence s'étend sur toute la région.» Et même au-delà. En comptant l'antenne de La Rochelle, ils sont 140 adhérents dans une association qui assure aussi la logistique de la Fédération nationale LGBT (lesbienne, gay, bi, trans), soit quelque 130 associations en France. C'est d'ici que près de 5 000 courriels ont été envoyés aux députés, sénateurs et élus lo-

caux suite à la première déclaration de François Hollande en faveur de la «liberté de conscience» pour les maires qui seraient amenés à célébrer un mariage entre deux personnes de même sexe. C'est d'ici aussi que le groupe de rap Sexion d'assaut a été blacklisté des salles régionales en 2010 en raison de propos homophobes. «Le Poitou-Charentes est l'une des rares régions où ce groupe n'a pas pu se produire du tout», précise Frédéric Hay qui est aussi secrétaire de la Fédération nationale LGBT et avait notamment fait pression sur La Nef à Angoulême. Depuis, Sexion d'assaut a signé un accord avec la Fédération LGBT et joué à l'Espacedu la semaine dernière. Adheos est entré dans le combat en faveur du mariage gay. Ironie de l'histoire, ils étaient jusque-là peu nombreux à se mobiliser pour une institution que beaucoup d'hétéros eux-mêmes regardent de loin. «Mais la violence et les insultes des opposants au mariage pour tous ont déclenché de vives

réactions, avoue Frédéric Hay. On a de plus en plus d'appels de gens, pas forcément militants, qui nous demandent d'agir. Qu'on ait envie de se marier ou pas, on est là sur un principe d'égalité des droits.» Ni plus ni moins.

Le projet de loi sur le mariage pour tous devrait être présenté fin janvier avant un vote fin mars. «On s'attend à une campagne aussi longue et pleine de soubresauts que celle du Pacs en 1999.» Avec des élus de gauche jugés pour certains «trop timorés». La bourde de Hollande? «Une faute politique de débutant, juge Frédéric Hay. Oserait-on accorder aux maires une liberté de conscience élargie à ceux refusant de célébrer des mariages dont un membre du couple serait d'origine étrangère ou handicapé ou syndicaliste?»

(1) Aide et défense homosexuelle pour l'égalité des orientations sexuelles. Contact: 05 46 92 98 50 ou 06 26 39 66 13; www.adheos.org
(2) Un rassemblement est prévu à 12h30 sur le Parvis des Droits de l'Homme à Bordeaux, suivi d'une marche militante à 14h.